



Après Williamsburg,

RECONNAITRE LA PLACE ET LES REVENDICATIONS DU TIERS MONDE

Le communiqué commun publié à l'issue de la Conférence au sommet de Williamsburg qui réunissait les sept principaux pays impérialistes industrialisés, donne mission aux ministres des Finances d'étudier les possibilités d'améliorer le système monétaire international et d'envisager une Conférence internationale dans le cadre du Fonds monétaire international. Il se prononce également pour que les pays en voie de développement ne supportent plus le fardeau de la crise, pour l'augmentation de l'aide publique et des ressources du FMI.

De tels objectifs ont conduit la plupart des commentateurs à parler d'un bon compromis permettant d'avancer vers la sortie de la crise. Rien, pourtant, n'est moins sûr. Remarquons déjà que lors des deux précédents sommets, en 1981 à Ottawa et l'an dernier à Versailles, on avait conclu sur la nécessité d'une «*évolution constructive et ordonnée du système monétaire international*», d'une «*plus grande stabilité*». Dans les deux cas, les chefs d'Etat s'étaient prononcés pour l'ouverture de négociations globales Nord-Sud. Depuis, la crise économique, monétaire et financière internationale s'est aggravée, le chômage a considérablement augmenté, les dettes des pays du Tiers Monde se sont multipliées, conduisant nombre d'entre eux au bord de la faillite. Et les pays occidentaux ont refusé l'instauration des négociations globales Nord-Sud, revendiquées avec force par les pays du Tiers Monde.

C'est avec le Tiers Monde, sur la base de ses revendications, que de réelles négociations doivent s'ouvrir. Le cadre du FMI, proposé pour ce faire par le Sommet de Williamsburg, est particulièrement inadapté. Les pays du Tiers Monde n'y disposent, en effet, que de la moitié des sièges et d'une minorité des droits de vote. De ce fait, le FMI conditionne systématiquement ses prêts aux pays du Tiers Monde à leur acceptation de politiques d'austérité. On vient encore de le constater pour le Mexique, le Venezuela, le Brésil, la Zambie, l'Inde...

Du 2 au 30 juin va se tenir à Belgrade la 6^e Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les 125 pays en développement y proposeront l'ouverture de négociations sérieuses sur les relations commerciales, les produits de base comme les problèmes monétaires et financiers. L'attitude des pays impérialistes occidentaux y sera bien plus significative de leurs intentions réelles que le communiqué de Williamsburg. Tout comme la réponse que donneront les pays du Marché commun aux revendications que viennent de formuler les 63 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de la Convention de Lomé. Alors que cette Convention prévoit la stabilisation des recettes à l'exportation, les années 80 et 81 ont été marquées par des pertes substantielles des pays ACP, ce dont ont profité les pays européens.

Pierre BAUBY

DES CHIFFRES REVELATEURS

L'INSEE vient de publier différentes statistiques et études qui montrent les effets des mesures gouvernementales :

-le pouvoir d'achat des salaires de toutes les catégories de travailleurs, à l'exception de ceux payés au SMIC, a diminué en 1982, la raison essentielle tenant au blocage des salaires du 1^{er} juillet au 1^{er} novembre. Fin décembre 1982, la moitié des travailleurs gagnait moins de 4 830,00 francs par mois.

-la consommation des ménages a diminué de 0,5% au premier trimestre 1983, avant même l'effet des nouvelles mesures gouvernementales qui doivent amputer celle-ci d'une trentaine de milliards de francs (prélèvement de 1%, emprunt obligatoire).

-la réduction de la durée du travail à 39 heures, qui aurait dû mécaniquement contribuer à la création de 500 000 emplois (2,5% du temps de travail et des effectifs) n'a entraîné la création que de 10 000 à 20 000 emplois dans l'industrie et de 4 000 à 8 000 dans le commerce. Dans la grande majorité des cas, la réduction de la durée du travail s'est traduite par une augmentation de la productivité, l'augmentation des rythmes de travail, l'introduction ou l'extension du travail en équipes.

L'INSEE vient également de publier la statistique provisoire du taux de salaire horaire pour le premier trimestre 1983 : celui-ci aurait augmenté de 3%. *Le Monde* parle de «*dérèglement*» des salaires qui «*compromet la réussite du plan de rigueur*», le gouvernement ayant recommandé de ne pas dépasser 2% par trimestre. C'est oublier que depuis la sortie du blocage des prix, ceux-ci ont augmenté de 5,9% en six mois, soit beaucoup plus que ne le prévoyait le gouvernement. Rien ne permet donc de parler de dérèglement des salaires. Mais, ce chiffre est utilisé aussi bien par Yvon Gattaz, le président du CNPF, qui recommande aux chefs d'entreprise la plus grande fermeté sur les salaires et «*d'exclure toute forme d'échelle mobile, indexation, garantie du pouvoir d'achat, remise à niveau à terme plus ou moins éloigné*», que par le gouvernement qui refuse d'augmenter le pouvoir d'achat du SMIC à l'occasion de la hausse de celui-ci le 1^{er} juin, rendue obligatoire par l'augmentation de 3,1% des prix depuis trois mois.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

Le Timor Oriental,

UN PETIT PAYS OCCUPÉ QU'IL NE FAUT PAS OUBLIER

« Les débats terminés, la Résolution votée, les voix se sont tuées à New-York dans l'attente de la prochaine session où, à n'en pas douter, la question du Timor Oriental sera de nouveau à l'ordre du jour. Puissent les services chargés d'instruire l'affaire de Timor dans chaque pays membre de l'ONU relire les débats, revoir les dossiers et pousser leurs responsables à modifier éventuellement leur vote lors de la 38^e session. »

La revue *Timor-information*, dont le dernier numéro vient de paraître, nous aide à ne pas oublier le sort de ce pays militairement occupé par l'Indonésie depuis 1975 au prix de 250 000 morts (selon les éléments fournis par Pax Christi) — un tiers de

la population. La commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève en ce début d'année a condamné l'Indonésie par 16 voix contre 14, et reconnu le droit à l'indépendance de Timor. Parmi les abstentionnistes, on trouvera la France. Comment comprendre cette attitude? Et encore ce commentaire du vice-président indonésien Adam Malik : « Les convergences entre la France et l'Indonésie n'ont jamais été aussi fortes depuis que François Mitterrand est arrivé au pouvoir », à l'issue de la visite du 4^e ministre socialiste (R. Quilliot) à Djakarta. Oui, il faut lire et relire le dossier et adopter la seule position conforme aux droits des peuples : soutenir le peuple du Timor Oriental.

BLOC-NOTES

● Le 3 juin, à 20 heures, dans la salle de Concertation, rue Mermoz à Lille (quartier des Bois Blancs) se tiendra une soirée d'amitié Français-immigrés organisée par le PCML. Le Théâtre du Printemps présentera son spectacle « *Interdit d'exister* » qui évoque le combat du peuple palestinien contre l'Etat d'Israël; le groupe musical immigré *Cirta* se produira. Projection à 18h. du film « *Pain et chocolat* » sur l'immigration italienne en Suisse. Pierre Bauby doit participer à cette soirée.

● Le PCML appelle à la *Fête pour la paix*, le 19 juin, à Vincennes (cf. la lettre adressée à l'Appel des 100 dans *PCML-Flash* n°35 - 21 avril). Ses militants participent aux initiatives locales diverses de préparation. Le numéro de juin de *Travailleurs* a été orienté sur ce thème, notamment le « *spécial-abonnés* » intitulé « *Pour connaître le mouvement pacifiste* » (prix : 3,00F).

Commander ce matériel, ainsi que les badges à Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20.

Agir pour la paix, c'est une préoccupation de tous au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Quelles sont les menaces de guerre? D'où viennent-elles? Comment y faire face?

Agir pour la paix, brochure du PCML, signée E. Delmas, à commander à Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. (6,00F)

● Au sommaire de *Travailleurs* de juin : articles sur la paix; un « Parlons ensemble » de mai 68 avec l'un des auteurs de « *La France de 68* », Alain Delaie; une interview de Robert Aurières, secrétaire général-adjoint de la Fédération des mutilés du travail; des articles sur le Chili, l'Afghanistan, les revenus agricoles, le Festival pour l'emploi de la JOC, les « blocages » dans l'Etat, le IX^e Plan, etc.

En bref... En bref...

● Un nouveau « mensuel panafricain » intitulé *Afrik Libre* vient de paraître. Edité à l'île Maurice, mais en collaboration avec l'ensemble des îles de la région, *Afrik Libre* entend mener une politique farouchement anti-impérialiste, anticolonialiste, anti-apartheid et antisémitiste, une politique reconnaissant le droit inaliénable aux peuples palestinien, sahraoui... à l'autodétermination et à l'indépendance, une politique de soutien aux mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique... une politique visant à une véritable décolonisation des pays de la région et à faire de l'océan Indien une zone de paix. De ce fait, le démantèlement de la base aéronavale américaine de Diégo-Garcia, le retrait des forces armées des pays non-riverains et la réduction des flottes militaires, pour faire de l'océan Indien un véritable havre de paix, un océan Indien qui appartienne effectivement à ceux qui y habitent et non à ceux qui y veulent maintenir quelques privilèges coloniaux. (*Afrik Libre* - 131, rue Roland Garros 97400 St-Denis Réunion).

● Oliver Tambo, président du Congrès national africain d'Afrique du Sud (ANC), effectue une visite en Chine et en Corée depuis le 21 mai dernier.

EDF-Caisses d'Epargne Les privilèges sont ailleurs

Mardi 31 mai, les travailleurs d'EDF-GDF ont fait grève pour dénoncer le projet des directions qui, sur injonction gouvernementale, vise à mettre en cause les avantages en nature (tarif réduit pour les consommations d'électricité et de gaz). Cette mesure, qui reviendrait à amputer davantage le pouvoir d'achat des électriciens et gaziers, en particulier des plus bas salaires, se situe dans le droit fil du plan d'austérité du gouvernement, comme des attaques de Barre sur les « nantis », de de Closets sur les « privilèges » de certains travailleurs, alors que le grand capital et les grandes fortunes sont épargnés. La direction d'EDF a d'ailleurs estimé le coût de ces avantages en nature à 60 millions de francs, c'est-à-dire moins de 1% du déficit d'EDF qui provient principalement des charges à payer pour les emprunts en dollars effectués ces dernières années.

Cette attaque est à rapprocher du procès en diffamation intenté par les patrons de la Caisse d'Epargne de Paris à 14 militants syndicaux qui lors de la lutte contre la remise en cause de leurs droits avaient révélé les privilèges exorbitants que s'étaient consentis les membres de la direction générale (primes de plusieurs millions d'anciens francs).

Du 4 au 15 juin :

Elections HLM

C'est du 4 au 15 juin que vont avoir lieu les élections des représentants des locataires, plus nombreux que par le passé, aux conseils d'administration des offices HLM. Ce scrutin concerne 1 700 000 familles, soit 6 à 7 millions d'habitants. Il est l'occasion pour les locataires d'exprimer leurs revendications et en particulier :

- le droit au logement pour tous : loyers abordables, montants justifiés des charges, non-discrimination dans l'attribution des logements vis-à-vis des travailleurs immigrés, des chômeurs, etc.
- des logements décents et leur réparation quand nécessaire.
- l'amélioration du cadre de vie (espaces de jeux pour les enfants, locaux pour les jeunes).
- l'application des droits des locataires, notamment de la loi Quilliot.